

L'EXCELLENCE TERRITORIALE

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

J'évoquais dans un récent éditorial le curieux sort des idées, comment celles-ci naissent, cheminent, disparaissent pour refaire surface quelques années après. Ainsi, pour ceux de ma génération, désignés souvent par le terme de « soixante-huitards », il est tout à fait saisissant — et en l'espèce plutôt plaisant — d'observer que les critiques alors formulées à l'encontre de la seule comptabilité économique et le plaidoyer pour la recherche d'autres indicateurs de développement refont surface.

Ayant fait ce constat, la question principale est sans doute de savoir si, faisant table rase des travaux jadis entrepris sur les indicateurs sociaux et les limites à la croissance, l'on se contente de répéter le même discours, celui-ci entraînant toujours aussi peu d'action ou si, gardant en mémoire ce qui fut accompli, nous sommes à même de réaliser de nouveaux progrès dans la compréhension des phénomènes, et si ceux-ci peuvent — bien que de la pensée au geste il y ait parfois un grand écart — contribuer à faire évoluer nos comportements.

Deux questions distinctes sont ainsi posées. D'une part, celle des progrès que nous pourrions réaliser dans la compréhension du monde et donc dans le développement d'indicateurs plus satisfaisants, en nous rappelant cependant qu'aucun d'entre eux n'est neutre et que les choix faits en la matière résultent de

préférences souvent implicites, sinon inconscientes, et qu'il n'est pas indifférent de savoir qui les effectue. D'autre part, celle de savoir qui se cache derrière ce « nous » anonyme, sachant qu'il y a vraisemblablement une multitude d'acteurs qui n'ont pas les mêmes valeurs et représentations du monde, ni les mêmes pouvoirs et les mêmes objectifs, et qui sont donc portés sans doute à agir différemment.

J'ai souvent rappelé combien j'estimais essentielles les recherches sur les indicateurs de développement et je n'y reviendrai donc pas ici. Je voudrais plutôt cette fois insister sur l'important travail que nous devons accomplir pour revisiter la cartographie des acteurs jouant un rôle majeur, en l'occurrence, dans l'évolution de l'économie et de la société françaises et, exclusivement à titre d'exemple, je m'intéresserai ici aux capacités d'action des institutions publiques.

De l'État, les Français ont une représentation bien singulière, celle d'un État colbertiste, jacobin, tout-puissant à l'intérieur des frontières de son territoire, notamment grâce à l'extrême faiblesse des communes considérées souvent comme trop petites et trop nombreuses pour compter réellement. Mais le paysage politico-institutionnel de l'Hexagone n'est plus vraiment celui-là, en raison d'une part du processus, certes inachevé, de décentralisation, d'autre part de la

constitution de plus de 2 500 groupements intercommunaux à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes) rassemblant désormais plus de 33 000 communes et de 54 millions d'habitants, couvrant donc une très grande majorité du territoire national ¹.

Certes, au fil du temps, la décentralisation et la déconcentration aidant, s'est constitué en France un mille-feuille politico-institutionnel de plus en plus complexe entraînant un imbroglio des politiques, une confusion des rôles et une certaine stérilisation des pouvoirs. Mais les pouvoirs locaux néanmoins existent, et même si les dysfonctionnements sont nombreux, ils entament par le bas celui de l'État central supposé tout-puissant.

D'un autre côté, on a l'impression que la mondialisation de l'économie se traduit par un renversement du rapport de forces entre les entreprises et les institutions publiques. Les premières, en commençant par les multinationales, s'organisent en effet de plus en plus suivant une logique de réseaux à l'échelle planétaire, diamétralement opposée à la logique territoriale étroite sur laquelle est assis ce qui reste de souveraineté nationale. Ceci explique sans doute que le pouvoir des gouvernements (et des institutions intergouvernementales) soit désormais aussi réduit. L'État-nation est pris en étau entre le global et le local, comme

l'indique l'expression anglo-saxonne de « glocalisation ».

Cette représentation du nouveau rapport de forces entre l'État et le marché n'est pas sans fondements. Il faut à cet égard relire le livre de Pietra Rivoli sur le voyage d'un T-shirt dans l'économie mondialisée, qui illustre parfaitement ce phénomène ².

Mais qui dit réseau à l'échelle planétaire dit nœuds de réseau, autrement désignés par les termes, à mon sens, assez voisins de districts, clusters, systèmes productifs locaux (SPL) ou pôles de compétitivité. Et comme la mondialisation de l'économie a pour corollaire l'accroissement de la concurrence, elle se traduit par une course à la compétitivité entre les centres de production mais aussi entre les territoires, donc leurs dotations en termes de forces vives, de personnel qualifié, de pôles de recherche, de capacités d'innovation...

Ainsi s'instaure une course à l'excellence dans laquelle sont parties liées les entreprises et les collectivités territoriales. Mais cela ne signifie pas pour autant que les États soient réduits à l'impuissance. En témoigne à cet égard de manière saisissante l'ultime recours aux États lorsque, d'aventure, les marchés deviennent fous... Cela, en revanche, rend assurément de plus en plus nécessaire la clarification des rôles, des pouvoirs et des responsabilités de chacun, afin qu'un partenariat fécond l'emporte sur la paralysie mutuelle. ■

1. Voir le remarquable livre de Pierre Veltz, *La Grande Transition. La France dans le monde qui vient* (Paris : Seuil, mars 2008).

2. RIVOLI Pietra. *The Travels of a T-shirt in the Global Economy*. Londres : John Wiley & Sons, 2005. Plus généralement, sur ce sujet : BERGER Suzanne. *Made in monde*. Paris : Seuil, 2006.